

Maître d'ouvrage

Ministère chargé des Transports

Direction Interdépartementale des Routes du Massif-Central

Département des Politiques d'Entretien et d'Exploitation

60, avenue de l'Union Soviétique – CS 90447

63012 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Téléphone : 04.73,29,79,79

Courriel : dir-massif-central@developpement-durable.gouv.fr

RN106

**Travaux de confortement du glissement de terrain
de Saint Julien d'Arpaon**

PR36+000

Département de la Lozère

D.C.O.E

1.9 – Notice de Respect de l'Environnement (NRE)

Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier (site de Mende)

4, avenue de la Gare BP 132

48005 Mende cedex

- Téléphone : 04.66.49.41.43

- Télécopie : 04.66.49.41.07

Courriel : Sir-Mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr



**MINISTÈRE
CHARGÉ
DES TRANSPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction interdépartementale des routes nationales
MÉDITERRANÉE

www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère des transports. - Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Massif Central Arrêté n °69-2023-08-21-00012 du 21 août 2023, portant désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction Interdépartementale des Routes Massif-Central.

Objet du marché

Travaux de confortement du glissement de Saint-Julien d'Arpaon - RN106 - PR36+000

Table des matières

1- Introduction.....	4
2- Cadre et organisation du système environnemental en phase travaux.....	4
2.1 Élaboration du SOPRE.....	4
2.2 Élaboration du PRE.....	5
Objet du PRE.....	5
Contenu du PRE.....	5
Gestion des déchets.....	8
Organisation des contrôles dans le cadre du PRE.....	9
2.3 Élaboration du BEGES.....	10
2.4 Correspondant environnement.....	10
2.5 Chapitre environnement du journal de chantier.....	10
2.6 Traçabilité des documents.....	11
2.7 Dossier de synthèse du suivi environnemental.....	11
3- Enjeux environnementaux et exigences du maître d'ouvrage en découlant.....	11
3.1 Les milieux naturels.....	12
Installations de chantier.....	12
Zones d'entretien et de stockage de produits polluants.....	12
Assainissement provisoire et rejets.....	12
Installations classées pour l'environnement.....	12
Compatibilité des travaux avec les documents de planification.....	12
Cadre légal et réglementaire.....	13
Impacts liés aux techniques de terrassement.....	13
Biodiversité, déboisement et coupe d'arbres.....	13
Les exigences de protection de l'environnement.....	13
3.2 Agriculture et milieu humain.....	13
Les enjeux.....	13
Les exigences de protection de l'environnement.....	13
3.3 Bruit.....	14
Les enjeux.....	14
Les exigences de protection de l'environnement.....	14
3.4 Paysage.....	14
Les enjeux.....	14
Les exigences de protection de l'environnement.....	14
3.5 Patrimoine et archéologie.....	14
Les enjeux du patrimoine.....	14
Les Enjeux Archéologiques.....	15
3.6 Air et santé.....	15
Les enjeux.....	15
Les exigences de protection de l'environnement.....	15
3.7 Déchets et propreté du chantier.....	15
3.8 Visas et points d'arrêts.....	15
ANNEXE 1 : CADRE DU SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (S.O.P.R.E.).....	18
ANNEXE 2 : CADRE DU SCHÉMA D'ORGANISATION DE L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS (S.O.S.E.D.).....	25

1- INTRODUCTION

L'attention des entreprises est attirée sur les textes réglementaires suivants qui concernent la protection de l'environnement :

- La loi relative à la protection de la nature n° 76-629 du 10 juillet 1976 intégrée dans le code de l'Environnement et ses décrets d'application
- La loi sur les installations classées n°76-663 du 19 juillet 1976 intégrée au code de l'environnement et ses décrets d'application
- Le décret relatif au bruit des engins de chantier n° 95-79 du 23 janvier 1995 et ses décrets d'application, intégrés dans le code de l'Environnement
- La loi sur la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 intégrée dans le code de l'environnement et ses décrets d'application
- La loi sur l'air n° 96-1236 du 30 décembre 1996 intégrée au code de l'environnement.

L'entreprise devra prendre en compte le fait que le lieu concerné par les travaux peut être classé dans un corridor écologique, à proximité immédiate d'un cours d'eau (trame bleu).

Dans la présentation de ses SOPRE (Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement) et PRE (Plan de Respect de l'Environnement), l'entreprise devra prendre en compte ces textes réglementaires, les contraintes imposées par le présent document mais également les exigences découlant de son propre système de management environnemental.

2- CADRE ET ORGANISATION DU SYSTÈME ENVIRONNEMENTAL EN PHASE TRAVAUX

2.1 Élaboration du SOPRE

Dans le cadre de l'exécution des travaux, l'entreprise retenue devra mettre en place une organisation environnementale dont les principes sont issus de la norme ISO 14001. Le SOPRE ou Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement que chaque entreprise devra joindre à son offre constitue une partie de cette démarche environnementale intégrée. Il sera constitué a minima des éléments suivants :

- Une note de synthèse rappelant les exigences, engagements et contraintes définies par le maître d'ouvrage
- Une liste des principaux textes législatifs et réglementaires, et autres textes normatifs et de référence, s'appliquant à la partie des travaux lui incombant ;
- La politique environnementale de l'entreprise
- Le système de management environnemental de l'entreprise, c'est-à-dire :
 - L'organisation en matière d'environnement
 - Les moyens humains mis en œuvre pour préserver l'environnement
 - L'organigramme du chantier

- Le correspondant environnement avec la description de son niveau hiérarchique, son profil, les moyens matériels mis à sa disposition, la part du temps de travail qu'il dégagera pour son activité environnement
- Les réponses concrètes aux exigences du présent document, intégrées dans le système de management environnemental de l'entreprise
- L'ensemble des actions visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (clauses environnementales à l'article 2-16 du RC – BEGES) et sa capacité à mettre en œuvre du béton bas carbone et à limiter les risques de pollution.

En complément du SOPRE, l'entreprise retenue devra fournir un **Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED)**, traitant des dispositions générales relatives à la gestion des déchets que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre, dont le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité avec la réglementation.

Pour cette composante déchets, le titulaire décrit :

- La liste, structurée par classe, des déchets à gérer, par type de travaux ;
- L'organisation mise en place : organigramme, missions et responsabilités des personnels devant assurer l'application de la procédure environnementale de gestion des déchets ;
- Les méthodes et moyens utilisés pour trier les différents déchets à gérer et assurer leur non-mélange ;
- La localisation, la description des dépôts, centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à gérer, les modalités d'information du maître d'œuvre lors de l'exécution des travaux, relativement à la nature des déchets, aux quantités et aux dates et lieux d'évacuation ;
- Les modalités et moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité de gestion des déchets ;
- Les cadres des documents de suivi et traçabilité des déchets (dont bordereaux de suivi et registres) ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour cette gestion.

2.2 Élaboration du PRE

Objet du PRE

L'entreprise qui sera désignée par le maître d'ouvrage à l'issue de la consultation devra, avant le démarrage des travaux, établir un PRE ou Plan de Respect de l'Environnement qui sera soumis au visa du maître d'œuvre. Ce PRE doit décrire les méthodes de travail de l'entreprise dans le domaine de la préservation de l'environnement. Il définit les composantes de la surveillance des travaux et prévoit des procédures en cas d'anomalies. C'est un document évolutif qui sera complété et mis à jour à chaque modification notable du déroulement du chantier.

Contenu du PRE

Étant le parallèle du Plan Assurance Qualité dans le domaine de l'environnement, le Plan de Respect de l'Environnement se doit de :

- Présenter l'organisation interne de l'entreprise pour répondre aux exigences réglementaires et du maître d'ouvrage au niveau de l'environnement. Le C.V. des collaborateurs qui impliqués dans la préservation de l'environnement devra être fourni si cela n'a pas déjà été fait dans le SOPRE
- Rappeler les enjeux répertoriés sur le fuseau d'étude du projet
- Indiquer le lieu des travaux et le planning prévisionnel de leur réalisation
- Décomposer le marché de travaux en tâches élémentaires et distinctes afin de lister les atteintes potentielles du chantier sur les différentes composantes de l'environnement pour ensuite proposer des actions permettant d'atténuer ou de supprimer les effets du chantier sur l'environnement
- Définir les différents processus d'exécution et de contrôle ou « procédures » à appliquer pour obtenir une bonne gestion environnementale du chantier, conforme à la réglementation ainsi qu'aux exigences spécifiques du maître d'ouvrage. Ces procédures devront comporter des points d'arrêt pour que le maître d'œuvre puisse s'assurer de la cohérence entre le travail de l'entreprise et les objectifs initialement fixés. Ainsi, le PRE devra comporter au minimum les procédures suivantes :
 - 1) Procédure présentant les moyens d'intervention et l'organisation en vue de maîtriser puis de remédier aux impacts éventuels d'un accident ou d'un incident. L'entreprise devra donc lister les divers types d'accident pouvant survenir puis mettre au point une fiche décrivant la situation d'urgence et les moyens prévus pour y remédier. Cette procédure devra préciser comment les employés de l'entreprise et de ses sous-traitants seront formés en ce sens.
 - 2) Procédure précisant le mode opératoire de construction des systèmes d'assainissement provisoires des eaux de chantier prévus au marché (position, dimensionnement, équipements, mode de rejet...) et celui de leur entretien pour en assurer le bon fonctionnement.
 - 3) Procédure pour pourvoir aux besoins en eau du chantier (estimation des besoins, points de prélèvement).
 - 4) Procédure précisant le mode opératoire de stockage des déblais excédentaires dans les zones de dépôt et de prise de matériaux dans les zones d'emprunt permettant un suivi par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.
 - 5) Procédure précisant le mode opératoire de stockage de la terre végétale permettant un suivi par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.
 - 6) Procédure précisant le mode opératoire mis en place par l'entreprise pour les travaux à proximité des milieux aquatiques (cours d'eau, étangs, mares, zones humides...) afin d'éviter les pollutions accidentelles.
 - 7) Procédure précisant le mode opératoire des opérations de minage si nécessaire dans le but de limiter au maximum les conséquences liées à celui-ci.
 - 8) Procédure précisant le mode opératoire de suivi du SOSED (Schéma Organisationnel de Suivi et d'Élimination des Déchets). La maîtrise d'œuvre devra disposer de points d'arrêt pour vérifier que toutes les mesures de tri sont bien mises en place avant le lancement du chantier. Le SOSED devra par ailleurs être remis par l'entreprise lors du dépôt de son offre.
 - 9) Procédure précisant le mode opératoire de mise en œuvre des recommandations du coordonnateur environnement du chantier.

- Préciser les modalités de contrôle de son application et du respect des objectifs, exigences et spécifications contractuelles du maître d'ouvrage.
- Préciser le système de traçabilité de la gestion environnementale du chantier par la tenue d'un chapitre environnement du journal de chantier, par l'archivage des documents sous une forme permettant une vérification au titre du contrôle extérieur et par la réalisation d'un dossier de synthèse en fin de chantier.
- Définir les modalités d'adaptation des processus qui apparaissent nécessaires lors de la survenue de problèmes en vue d'une amélioration continue de la gestion environnementale du chantier, en référence au principe de base de la norme ISO 14001.
- Proposer des modèles de fiches de procédure qui seront utilisés dans le processus de suivi :
 - fiche d'anomalie et d'incident
 - fiche de non-conformité
 - fiche de levée de point d'arrêt
 - fiche de suivi et de constat de visite de chantier
- Présenter les plans des installations de chantier comprenant les dispositifs de protection de l'environnement tels que les dispositifs d'assainissement des eaux usées, de ruissellement, de lavage, les dispositifs d'intervention en cas de pollution accidentelle, les protections acoustiques, les aménagements d'intégration des installations de chantier, les types de matériels utilisés, l'emplacement des sites de dépôt des déchets....

Gestion des déchets

L'entreprise doit montrer la plus grande rigueur dans l'élaboration de son PRE ainsi que dans son application et son suivi lors des travaux. Ainsi, les déchets devront être triés puis valorisés dans des filières adaptées. Les déchets dangereux seront quant à eux traités à part par des entreprises spécialisées et agréées. Le PRE devra donc identifier l'ensemble des déchets susceptibles d'être produits par les travaux, installations et activités puis indiquer clairement les dispositifs de collecte, le conditionnement et les filières d'élimination et de valorisation des déchets.

Les textes réglementaires et informatifs se rapportant à la gestion des déchets de chantier sont les suivants :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 sur les déchets de chantier
- Circulaire n° 2001-39 du 18 juin 2001 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Code de l'environnement, livre II, titre IV « déchets »
- Décret 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
- Note d'information n° 63 du Sétra sur la gestion des déchets de construction et d'exploitation liés à la route
- La recommandation T2 2000 du GPEM du 22 juin 2000 relative à la gestion des déchets du bâtiment et ses trois annexes
- Le guide du MATE de 2001 relatif aux installations de stockage de déchets inertes
- Le guide de l'ADEME sur les déchets de chantier de bâtiment.
- Le SOSED devra traiter a minima des points suivants :
 - Les méthodes de réalisation, ou de stockage employées pour limiter le mélange des matériaux et ainsi faciliter le réemploi
 - Le mode de transport et le lieu d'évacuation
 - Les modes de suivi et de contrôle mis en place
 - Les centres de stockage et/ou de regroupement, les unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les déchets en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement
 - Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux, après approbation du maître d'œuvre
 - le tri sur le chantier des différents déchets et la mise en place de dispositifs de récupération des déchets non réutilisables (bennes, stockage....)
 - l'information du maître d'œuvre en phase travaux (composition, quantités, lieux de dépôt...)
 - les moyens humains et matériels mis en œuvre pour assurer la bonne gestion des déchets.

De plus, l'entreprise devra maintenir son chantier propre pendant toute la durée des travaux et les dispositions pour y parvenir doivent être énoncées dans le PRE. Ainsi, les thèmes suivants devront être abordés :

- Sensibilisation du personnel des entreprises et de ses sous-traitants, fournisseurs à la propreté du chantier

- Lutte contre la dispersion et l'épandage sauvage des déchets par l'information du personnel et un nettoyage régulier du chantier
- Maintien des voiries empruntées pour les besoins du chantier en état de propreté
- Limitation des envols de poussières par arrosage
- Précautions liées à l'emploi des liants hydrauliques, notamment lors des opérations de remplissage
- Propreté permanente des chantiers d'ouvrage d'art au-dessus des cours d'eau : nettoyage des abords, récupération immédiate des déchets
- Récupération et évacuation, éventuelles, des boues de foration vers un lieu de stockage adapté
- Évacuation des déchets de démolition vers des dépôts définitifs ou des récupérateurs choisis par l'entrepreneur et agréés par le maître d'œuvre
- Traitement des déchets verts par mise en décharge agréée.
- Mise en place de dispositifs de collecte des déchets (conteneurs, poubelles...) en divers endroits du chantier.

En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise mandataire ou à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage au frais de l'entreprise mandataire

Organisation des contrôles dans le cadre du PRE

Traditionnellement, on distingue deux classes de contrôles : le contrôle intérieur et le contrôle extérieur. Dans le cadre de ce marché, l'entreprise effectuera le contrôle intérieur par le biais de son correspondant environnement et la maîtrise d'œuvre assurera le contrôle extérieur.

Le PRE comportera une définition des points d'arrêt correspondant à des points sensibles ou à des exigences pour lesquels une non-conformité est susceptible d'avoir des conséquences majeures sur l'environnement. Le maître d'œuvre arrêtera les points d'arrêt dans le cadre du visa du PRE après prise en compte des propositions de l'entrepreneur, de la nature des tâches et des modalités d'exécution proposées, sachant que la poursuite d'une activité au-delà d'un point d'arrêt requiert l'accord formel et préalable du maître d'œuvre.

Les éléments essentiels habituellement requis en matière de contrôle et déclinés dans le contexte d'un système de management environnemental sont les suivants :

Types de contrôles	Définition	Contrôle réalisé par
Intérieur	<p>Ce contrôle consiste à vérifier l'application des prescriptions environnementales définies dans le présent document et à vérifier l'application des procédures du PRE.</p> <p>À chaque procédure sera associée une fiche de suivi, renseignée à chaque exécution de tâche ou travaux, et permettant d'attester du contrôle intérieur. Cette fiche sera ensuite visée par le maître d'œuvre, au minimum toutes les semaines.</p> <p>En cas de résultats non conformes, une fiche d'anomalie sera transmise dès la détection d'un problème. Elle expliquera les causes du dysfonctionnement et les mesures prises pour y remédier. La non-formalisation d'une anomalie, même traitée, sera sanctionnée par une pénalité.</p>	Entreprise sous couvert du correspondant environnement

Extérieur	<p>Acceptations et contrôles en cours de production soit une vérification et une validation du contrôle intérieur.</p> <p>Contrôles de conformité, le plus souvent de façon inopinée.</p> <p>Les résultats issus du contrôle extérieur sont tenus à la disposition de l'entreprise. Celle-ci devra, en cas de contradiction, apporter la preuve du respect des dispositions sur lesquelles elle s'est engagée.</p>	Maître d'œuvre
------------------	--	-----------------------

2.3 Élaboration du BEGES

En amont des travaux, l'entreprise devra fournir un Bilan d'Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES).

2.4 Correspondant environnement

Dans le cadre de l'application de son système de management environnemental, l'entreprise titulaire devra désigner un « correspondant environnement » qui sera l'interlocuteur agréé de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage pour ce qui concerne la protection de l'environnement pendant le chantier.

L'entreprise développera dans son PRE le rôle et les missions du correspondant environnement qui devront être axées sur les thèmes suivants :

- Respect des exigences et spécifications environnementales
- Application du PRE à l'élaboration duquel il aura participé
- Prévention des risques
- Sensibilisation et information en interne
- Surveillance du chantier pour assurer la conformité des travaux face aux exigences du présent document
- Tenue du chapitre environnement du journal de chantier.

2.5 Chapitre environnement du journal de chantier

Le journal de chantier devra comporter une partie relative à l'environnement dans laquelle seront consignées toutes les informations qui permettront au maître d'œuvre de pouvoir suivre le déroulement du chantier d'un point de vue environnemental. Le cadre de ce chapitre sera proposé au PRE et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce chapitre devra comporter les éléments suivants :

- Conditions météorologiques
- État des clôtures provisoires
- Entretien des systèmes d'assainissement provisoires
- Bordereau de suivi des déchets émis (enlèvement)
- Bordereau de suivi des déchets après traitement
- Événements environnementaux survenus et mesures appliquées (fiches d'anomalies, fiches de suivis)

Ce chapitre sera tenu par le responsable de chantier désigné par l'entreprise dans son PAQ et le contrôle externe de ce chapitre sera assuré par le correspondant environnement.

2.6 Traçabilité des documents

La traçabilité des documents établis dans le cadre du présent document et du système de management environnemental de l'entreprise titulaire du marché devra être précisée dans le PRE.

Elle sera organisée de manière à ce que les documents générés tout au long du chantier soient aisément insérables dans le dossier de synthèse qui sera produit à l'issue des travaux.

2.7 Dossier de synthèse du suivi environnemental

À l'issue de sa mission et dans les délais prévus au marché, l'entreprise devra remettre au maître d'ouvrage un dossier de synthèse dans lequel figureront les rubriques suivantes :

- Suivi des points de contrôle imposés dans le cadre du marché.
- Suivi des dispositifs de protection de l'environnement (assainissement provisoire, analyses des eaux)
- Suivi du traitement des déchets de chantier
- Suivi des événements, anomalies, incidents, processus modifiés suite à une anomalie
- État des événements relatifs aux relations avec les tiers (riverains, élus locaux, associations locales...)
- Prévision des points particuliers à suivre au cours des mois à venir
- La dernière version du PRE et l'ensemble des pièces permettant de prouver son application
- Les processus spécifiques en rapport avec l'environnement et ayant fait l'objet d'un visa particulier du maître d'œuvre (assainissement provisoire, accident ou pollution accidentelle non prévue dans un processus au préalable...)
- Les diverses autorisations sollicitées et obtenues par l'entrepreneur avec les dossiers correspondants.
- L'ensemble des fiches de suivi de l'environnement (procédures, visites, incidents, anomalies, non-conformités)
- Une synthèse des réussites et des problèmes rencontrés dans la maîtrise des enjeux environnementaux
- Une copie des éventuels dossiers de traitement des sinistres avec les quitus ou levées de réserve obtenus

3- ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET EXIGENCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE EN DÉCOULANT

Le projet consiste aux travaux de confortement du glissement sur la RN106 au PR36+000 dans le département de la Lozère sur la commune de Saint-Julien d'Arpaon, comprenant :

1. Les travaux en lien direct avec les contraintes environnementales du site :

En amont du présent marché, des travaux de drainage du talus seront effectués afin d'évacuer les eaux du remblai et ainsi permettre la mise en œuvre de la paroi clouée. Les eaux du talus seront drainées par des tranchées drainantes et acheminées en contrebas des travaux pour rejet dans le milieu naturel.

Les travaux du présents marché consiste en la mise en œuvre d'une paroi clouée, avec pieux et micropieux. Les différentes étapes des travaux sont les suivantes :

- Terrassement du merlon côté Florac pour aménagement de la piste d'accès à la zone inférieure des travaux ;
- Réalisation de la paroi clouée en béton projeté ;
- Mise en œuvre de pieux et micropieux ;

La zone de travaux n'est pas constituée d'un cours d'eau.

3.1 Les milieux naturels

La zone de glissement est située sur une des zones du site Natura 2000 identifiée FR9101363 « Vallée du Tarn, du Tarnon et de la Mimente ». En cas de pollution ou rejet accidentels, la rivière Mimente, située à 100m en contrebas de la zone des travaux, pourrait être impactée.

La zone de glissement est située dans la zone « Cœur terrestre » du Parc national des Cévennes ».

Installations de chantier

Les installations de chantier et les zones de stationnement d'engins ou de matériel devront faire l'objet d'une acceptation préalable du maître d'œuvre et seront de toutes façons implantées sur des aires étanches équipées d'un système de récupération des eaux de ruissellement, de décantation et de déshuilage avant rejet au milieu naturel.

Zones d'entretien et de stockage de produits polluants

Les installations servant à l'entretien, au stationnement, au nettoyage des engins et à la distribution de carburant devront se trouver sur des aires étanches équipées de systèmes de collecte et de traitement des eaux avant rejet. Des produits absorbants (kits anti-pollutions) devront être présents à proximité des zones de stockage et dans les véhicules de chantier. De plus, une procédure d'intervention en cas d'incident ou de pollution accidentelle devra être prévue.

Les hydrocarbures et les produits dangereux devront quant à eux être stockés sur des aires étanches et dans des cuves à doubles parois ou équipées de bacs de rétention étanches de capacité égale à 100 % de la plus grosse cuve et 50 % du total.

Assainissement provisoire et rejets

Les dispositifs à mettre en place concernant le rejet des eaux superficielles et de drainage en phase travaux doivent être compatibles avec les exigences de la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 et avec ses décrets d'application. Ainsi, **aucun rejet direct au milieu naturel ne sera admis notamment dans le cours d'eau.**

Installations classées pour l'environnement

Sans objet

Compatibilité des travaux avec les documents de planification

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin hydrographique Adour-Garonne, et sa déclinaison à l'échelon local le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Tarn Amont approuvé par arrêté inter-préfectoral du 15 décembre

2015, s'appliquent au droit du projet. En respectant scrupuleusement les prescriptions de cette notice environnement, le chantier est compatible avec les préconisations du SDAGE et du SAGE.

Cadre légal et réglementaire

La zone de travaux n'est pas constitué d'un cours d'eau conformément à la Direction Départementale des Territoire de la Lozère (DDT48). Les travaux ne sont pas soumis à la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques.

Impacts liés aux techniques de terrassement

Une attention toute particulière sera à mettre en œuvre pour éviter tout départ de fines dans le cours d'eau.

Biodiversité, déboisement et coupe d'arbres

La ripisylve présente de nombreux intérêts pour l'écologie du cours d'eau : elle favorise la biodiversité et protège les berges contre l'érosion ; c'est pourquoi l'entreprise devra pour ces travaux privilégier le principe d'évitement, pour s'abstenir de toute perturbation des cours d'eau, suppression de ripisylves, zones humides et haies, et le cas échéant mettre en œuvre des mesures compensatoires proportionnelles aux impacts ne pouvant être évités.

Les exigences de protection de l'environnement

- Zones de stockage, de réalisation des bétons, lointaines du cours d'eau ;
- Aucun rejet dans les cours d'eau et les ripisylves ;
- Nettoyage du matériel et des engins de terrassement et de manutention avant tous travaux afin d'éviter d'apporter des semences ou des fragments de végétaux classés invasifs ;
- Dans le cadre des travaux il est primordial de ne supprimer que le strict minimum des milieux boisés et bocagers. C'est pourquoi l'entreprise doit s'engager à respecter les dispositions suivantes : accord de la maîtrise d'œuvre avant tout déboisement ou coupe d'arbres isolés; conservation maximale des arbres isolés et des haies, élimination des produits de déboisement selon la réglementation en vigueur (arrêté préfectoral de lutte contre l'incendie ou de protection de la qualité de l'air), respect de la loi sur les déchets pour le démarrage des feux, évacuation vers un centre de valorisation ou stock des produits pour broyage. En cas de zone inondable, évacuer rapidement les cendres pour éviter leur entraînement dans les cours d'eau ;

3.2 Agriculture et milieu humain

Les enjeux

L'occupation des sols est dominée par de vastes zones de forêts et milieux semi-naturels (65%) ; des landes, broussailles et pâturages naturels (35%).

Les exigences de protection de l'environnement

- Pour éviter le dépôt des poussières sur les zones environnantes, les voies d'accès et pistes de chantier seront arrosées en période sèche et par vent fort ;
- Les chargements devront être bâchés par vent fort ;
- Les réseaux d'irrigation coupés lors des travaux seront rétablis ;
- Les chemins agricoles interrompus seront restaurés ;
- À chaque accès au chantier, l'entrepreneur disposera des panneaux « chantier interdit au public ». Les accès devront obligatoirement être fermés lors des périodes de non-activité

telles que les fins de semaine, les vacances ou les suspensions des travaux pour quelque cause que ce soit ;

- Les accès au chantier seront uniquement ceux définis par la maîtrise d'œuvre au démarrage des travaux.

3.3 Bruit

Les enjeux

Les travaux de confortement du glissement de terrain sur la RN106 sont situés hors agglomération. En dehors de la faune environnante, l'impact du bruit du chantier sur les habitants sera donc limité du fait de l'éloignement du village de Saint-Julien d'Arpaon le plus proche.

Les exigences de protection de l'environnement

Le Bruit émis par un chantier routier n'est répréhensible que s'il est caractérisé par l'une des circonstances suivantes (article 1334-36 du code de la santé publique) :

- Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes en ce qui concerne soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements ;
- L'insuffisance de précautions appropriées pour limiter ce bruit ;
- Un comportement anormalement bruyant.

3.4 Paysage

Les enjeux

La zone de glissement à conforter se situe en zone cœur du Parc National des Cévennes. Une rencontre a été effectuée avec le PNC et la référente Natura 2000 afin d'identifier les enjeux liés au chantier.

Suite à cette rencontre, Le PNC n'a identifié aucune contrainte particulière sur le paysage. Cependant, une solution de sulfate de manganèse devra être utilisée afin de brunir le béton projeté. (dosage : 100 grammes par litres d'eau). Sa mise en œuvre sera envisagée à la fin des travaux en fonction de la perception de l'ouvrage.

Les exigences de protection de l'environnement

L'entreprise veillera tout au long des études et des travaux de confortement du glissement que cet objectif de préservation soit poursuivi. Les exigences de protection de l'environnement sont essentiellement liées à la présence du cours d'eau « La Mimente » et de sa ripisylve.

En lien avec Natura 2000, les contraintes environnementale du chantier sont les suivantes :

Un bassin de rétention/décantation devra être réalisé afin de supprimer le risque de rejet d'eau polluée dans le milieu naturel.

3.5 Patrimoine et archéologie

Les enjeux du patrimoine

Sans objet.

Les Enjeux Archéologiques

Les terrassements ne concernent que les remblais routiers; il n'y a donc pas de fouilles archéologiques préventives à effectuer.

3.6 Air et santé

Les enjeux

Le principal risque pour la qualité de l'air et la santé humaine réside dans l'émission de poussières sur le chantier. Les produits dangereux peuvent aussi causer des dommages sur la santé si un accident survient et/ou qu'il n'est pas correctement géré.

Les exigences de protection de l'environnement

Pendant toute la durée du chantier, l'entreprise devra régulièrement entretenir et arroser les parties circulées du chantier pour éviter la formation de poussières.

En outre, l'entreprise prendra les mesures suivantes :

- En phase de terrassement :
 - Éviter les opérations de chargement et déchargement de matériaux par vent fort dans les zones sensibles à la poussière ;
 - Limiter la vitesse à 30 km/h dans les zones sensibles à la poussière ;
 - Conformité des échappements et des fumées d'échappement.
- Sur le chantier :
 - Les silos, si une centrale à béton mobile est utilisée, doivent être équipés d'un dispositif de suivi de remplissage. Les silos seront conformes à la réglementation en vigueur et éventuellement équipés de « piscines » pour éviter le refoulement du liant lors du remplissage.
 - Stockage des substances polluantes (hydrocarbures, adjuvants à béton, liants hydrauliques) sur des aires adaptées au produit et équipées de dispositifs anti-pollution.

3.7 Déchets et propreté du chantier

Voir au paragraphe 2-2 concernant la mise en place du PRE.

3.8 Visas et points d'arrêts

Dans le cadre du contrôle par le maître d'œuvre du déroulement du chantier et en application du système de management environnemental de l'entreprise, un certain nombre de visa et points d'arrêts sont définis.

Un visa correspond à une approbation du maître d'œuvre.

Un visa permanent correspond à une approbation régulière du maître d'œuvre.

Un point d'arrêt correspond à un point sensible ou à une exigence pour laquelle une non-conformité aurait ou pourrait avoir des conséquences majeures. Il est rappelé que la poursuite d'une activité au-delà d'un point d'arrêt requiert l'accord formel et préalable du maître d'œuvre.

Domaines	Exigences	Points d'arrêts
----------	-----------	-----------------

		ou visa
Emprises du chantier	Le plan des installations de chantier sera soumis au maître d'œuvre pour validation.	Visa
	Les installations annexes (dépôt provisoire, aires de stationnement...) seront approuvées par le maître d'œuvre.	Visa
Bruit	Pas de travaux entre 20 h et 7 h sauf dérogation du maître d'œuvre.	Visa
	Placer les aires de stationnement des engins à une distance des zones d'habitations supérieure à 300 m, ou mettre en œuvre des protections pour limiter les nuisances sonores aux riverains.	Visa
Besoins en eau	Un accord sera à trouver avec les collectivités pour éviter tout pompage dans la rivière.	Point d'arrêt
Déchets	Tous les déchets seront traités selon les dispositions du PRE de l'entreprise titulaire.	Visa permanent
Produits dangereux pour l'environnement	Les produits de vidange ou issus de fuites ne devront pas entrer en contact avec les milieux naturels. Ces produits, ainsi que les terrains qu'ils auraient souillés seront récupérés et évacués à la charge de l'entreprise dans des sites appropriés. Les bons de décharge seront remis au maître d'œuvre.	Visa permanent
	Sur les installations de chantier, des dispositifs de protection seront mis en place pour les aires de stationnement et d'entretien des engins (bassin de vidange étanche, kit anti-pollution, déshuileur...).	Visa
	Le lavage des engins, des toupies et des bennes à béton est interdit en dehors des aires de lavage spécifiques et contrôlées. Un système de lavage des goulottes des toupies de béton permettant d'éviter la dispersion du béton dans le milieu naturel devra être prévu par l'entreprise.	Visa pour le système de lavage
	Le stockage de produits polluants en dehors des aires prévues à cet effet est formellement interdit.	Visa préalable
Assainissement	Les eaux de ruissellement seront traitées avant rejet. Un dispositif d'assainissement adapté à la vulnérabilité du secteur sera mis en place avant le début des travaux pour les installations de chantier. Il sera évolutif et maintenu en permanence en état de fonctionnement.	Point d'arrêt à la réception du système puis Visa permanent
	La procédure suivie par l'entreprise en cas de pollution accidentelle sera conforme à celle définie par le maître d'ouvrage et soumise à acceptation du maître d'œuvre. Elle inclura une procédure d'urgence qui précisera les dispositifs à mettre en place le cas échéant et sera également opérationnelle lors des périodes d'inactivité du chantier.	Visa

Déboisement	Tout déboisement sera soumis à l'accord préalable du maître d'œuvre et un piquetage des zones concernées sera réalisé.	Point d'arrêt
	Avant arrachage, une inspection des haies sera réalisée à la recherche de nids abritant l'avifaune.	Point d'arrêt
Archéologie	Sans objet.	
Remise en état	Procéder au nettoyage des chaussées salies par le chantier.	Visa
	La plate forme de chaque installation de chantier fera l'objet d'une remise en état en veillant notamment aux phénomènes de ruissellement et d'érosion.	Point d'arrêt

ANNEXE 1 : CADRE DU SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (S.O.P.R.E.)

PRÉAMBULE

Le schéma organisationnel du plan respect environnement (SOPRE), fait partie des pièces contractuelles. Elle permet au maître d'œuvre d'évaluer la politique de l'entreprise en matière d'environnement et sa détermination à l'appliquer sur le chantier.

Le candidat remplira le SOPRE en respectant strictement le cadre ci-après. Il pourra joindre toute pièce qu'il juge utile pour mieux caractériser l'action environnementale qu'il s'engage à mener sur ce chantier.

NOM DE L'ENTREPRISE :

ADRESSE :

Téléphone :

Télécopie :

☐ **OBJET DE L'APPEL D'OFFRES :**

☐ **DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES :**

Le schéma organisationnel du plan respect environnement (SOPRE) est un engagement de l'entreprise à mettre en œuvre, si elle devient titulaire du marché, un ou des programme(s) de respect de l'environnement qui satisfasse(nt) aux exigences du Marché.

L'engagement et les informations contenus dans le SOPRE sont des éléments de décision pour le choix de l'offre.

1/ DÉCLARATION DE LA DIRECTION :

Je soussigné :

agissant en qualité de :

Déclare m'engager, si je deviens titulaire ou sous-traitant du marché :

➤ à mettre en œuvre pour la réalisation un plan de respect de l'environnement, établis à partir des informations données dans le présent SOPRE et dans le présent DCE, qui couvriront l'ensemble des exigences décrites dans les pièces écrites de la consultation dont j'ai pris connaissance.

Faire précéder la signature de la mention

"Lu et approuvé"

Date :

Ce document est à retourner avec l'offre après avoir été complété et dûment signé

**2 / ANALYSE DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL ET DES PRINCIPALES
CONTRAINTES A PRENDRE EN COMPTE PAR L'ENTREPRISE DANS LE CADRE DU
PRÉSENT MARCHÉ :**

(à établir à partir de la NRE)

3 / ORGANISATION DE L'AFFAIRE :

La passation éventuelle du marché sera traitée :

☐ en nom propre :

☐ en groupement :

Pilote du groupement :

➤ répartition des prestations au sein du groupement :

CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT

NOM :
(C.V. à joindre)

VISA :

ORGANIGRAMME GÉNÉRAL DE L'AFFAIRE :

4 / ORGANISATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

4.1. Politique environnementale générale :

Le mandataire exposera la politique environnementale générale de l'entreprise, y compris vis-à-vis de ces partenaires (co-traitants, sous-traitants), notamment en matière de gestion des déchets, de stratégie d'approvisionnement en matériaux, éventuellement certifications, organisation de son service environnement le cas échéant, formations, ...

Elle définira également :

- les procédures d'urgence mises en œuvre en cas de pollution accidentelle sur le chantier,
- les procédures particulières environnement pour certains travaux réalisés.

4.2. Organigramme détaillé : du personnel assurant l'application du PRE avec ses attributions

4.3. Organisation du contrôle de l'environnement : organisation des différents contrôles liés à l'environnement (interne, externe, contrôle des non-conformités, ...).

4.4. Missions du chargé environnement de l'entreprise : temps d'intervention et part de son temps de travail.

4.5. Moyens d'informations : du personnel, des sous-traitants, fournisseurs et locatiers

4.6. Moyens mis à la disposition du chargé d'environnement : pour accomplir sa mission.

4.7. Mesures visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre : l'ensemble des mesures envisagées pour réduire le bilan d'émission de gaz à effet de serre, notamment les clauses environnementales de l'article 2-16 du Règlement de la Consultation.

4.8. Liste prévisionnelle des fiches descriptives des mesures de protection

(Analyse par tâche des matériels et opérations nécessaires, des nuisances potentielles, et définition des mesures de protection correspondantes).

OBJET	FICHE DESCRIPTIVE EXISTANTE (Références)	FICHE DESCRIPTIVE A CRÉER

5 / RÉFÉRENCES RÉCENTES DE MISE EN APPLICATION DE PRE :

5.1. Référence 1 :

- Liste des opérations et nature des techniques :
- Programme de respect de l'environnement mis en œuvre :
- Nom du MOe :
- Nom du chargé de l'environnement :

5.2. Référence 2 :

- Liste des opérations et nature des techniques :
- Programme de respect de l'environnement mis en œuvre :
- Nom du MOe :
- Nom du chargé de l'environnement :

5.3. Référence 3 :

- Liste des opérations et nature des techniques :
- Programme de respect de l'environnement mis en œuvre :
- Nom du MOe :
- Nom du chargé de l'environnement :

ANNEXE 2 : CADRE DU SCHÉMA D'ORGANISATION DE L'ÉLIMINATION DES DÉCHETS (S.O.S.E.D.)

Documents de référence :

Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux.

Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Projet de classification des installations de stockage de « classe 3 » au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

* * * * *

SOMMAIRE

Introduction

I - Répartition des responsabilités

II - Définition des classes de déchets

III - Définition des destinations des déchets de chantier

IV - Dispositions de contrôle

V - Tableau récapitulatif de classification des déchets de chantier.

Introduction

Le présent document expose les dispositions prises par l'entreprise pour assurer le respect des textes réglementaires en vigueur dans le suivi et l'évacuation des déchets de chantier des travaux de l'opération suivante

Ce document résume la classification des déchets couramment évacués des chantiers de travaux routiers et en précise les dispositions de suivi et les filières d'évacuation.

I – Répartition des responsabilités.

Le chantier est organisé en unité autonome sous l'autorité d'un responsable de l'exécution du chantier. Il dépend directement du mandataire du marché.

La direction du chantier est confiée au conducteur de travaux qui fixe les destinations et modalités de suivi des déchets de chantier.

Le choix des destinations des déchets de chantier est sous la responsabilité opérationnelle du chef de chantier.

Les moyens extérieurs à la disposition du chantier pour la gestion des déchets :

.....
.....
.....

II – Définition des classes de déchets.

Définition réglementaire des classes de déchets et de leur destination :

Cf tableau ci-après paragraphe V.

Tout matériau découvert en cours d'exécution des travaux non listés dans ce tableau fera l'objet d'une analyse par un laboratoire interne ou externe qui en déterminera les dispositions de suivi et d'évacuation.

III – Définitions des destinations des déchets de chantier.

Pour chaque type de déchets, le conducteur de travaux responsable du chantier, définira la destination au préalable.

Les volumes (nombre de porteur et type) évacués seront répertoriés par destination quotidiennement par le chef de chantier.

Un bilan des évacuations de déchets du chantier sera remis au maître d'œuvre en fin d'opération.

Dans la présente opération, les principaux déchets à évacuer tels que définis dans le CCTP et leur destination prévisible sont listés dans le tableau ci après :

Description du déchet	Méthode de tri	Moyen de transport	Destination	Traitement

IV – Dispositions de contrôle.

Contrôles intérieurs :

Le conducteur de travaux prépare la mise en œuvre des dispositions du SOSED.

Le chef de chantier assure un contrôle visuel des déchets évacués et s'assure de la conformité de la destination par rapport aux destinations fixées par le conducteur de travaux et le SOSED. Il collecte les bons d'acceptation et/ou de pesée dont il transmet le jour même copie au maître d'œuvre.

Contrôle extérieurs :

Le maître d'œuvre assure un contrôle extérieur avec l'appui éventuel de son laboratoire.

Laboratoires :

Laboratoire de l'entreprise

V – Tableau récapitulatif de classification des déchets de chantiers (liste non exhaustive)

Rappel des caractéristiques des déchets en fonction de leurs catégories :

- Inertes :
 - Ne se décomposent pas
 - Ne brûlent pas
 - Pas de réaction physiques, chimiques ou biologiques.
- DIB : Déchet industriel Banal, ni inerte, ni dangereux.
- DIS : Déchet industriel Spécial, dangereux, et toxique.

	Nature du déchet de chantier à évacuer.			
	Pavés propres	Pavés, dalles souillés	Bétons bitumineux	Enduits avec bitume goudron ou goudron pur
	Sables et gravillons propres	Béton de ciment armé ou non	Asphaltes	Sols mélangés à des goudrons
	Limons	Béton maigre	Graves Bitume	Produits métalliques revêtus de goudron
	Argiles et silex à meulière	Limons traités	Enduits à l'émulsion de bitume	Transformateurs et tableaux électriques
	Marno-calcaires	Limons et argiles très humides	Câble ferrailles tuyaux et tampons en fonte	Amiantes
	Calcaires, craies, grès	Boues non organiques	Tuyau plastique ou fibrociment	Tout produit contenant de l'amiante
	Par extension : sols non salins, à l'état solide mélange de ces sols	Terre végétale vase et tourbe contenant moins de 10% de matière organique	Mâchefer d'origine inconnue	Boues de curage : avec matières organiques avec hydrocarbures avec métaux lourds mélange des trois
		Bétons concassés	Produit de démolition	Residus de peinture routière ou résines ou bande collée autres peintures sur supports divers
			Ordures ménagère ou assimilables	
			Encombrants (à traiter en fonction de la nature)	
			Déchets putrescibles (matières organiques, déchets verts)	
Type de déchet	Inerte		Industriel banal (DIB)	Industriel spécial (DIS)
Type de décharge	Classe III sous réserve d'acceptation pour les produits contenant des sulfates			Classe I ou II après traitement (étude spécifique)
Voie d'élimination	Réemploi en place ou différé	Recyclage en place ou en installation adaptée		Traitement en installation spécifique après identification

Dressé par l'entreprise le
pour demeurer annexé au projet de marché.

Signature et qualité du signataire :